



**Les présidents de l'UNEF et de l'UNEF-ID souhaitent des retrouvailles au quotidien**

## **L'UNEF, une nonagénaire à**

### **la recherche d'une nouvelle jeunesse**

L'UNEF (Union nationale des étudiants de France) a quatre-vingt-dix ans. Deux organisations revendiquent son héritage et entendent célébrer l'événement à l'occasion de leurs congrès. L'UNEF, à Toulouse du 1er au 4 mai; l'UNEF-ID, à Montpellier du 8 au 11 mai. Entretien avec Marie-Pierre Vieu et Pouria Amirshahi, respectivement présidente et président de ces syndicats.

Pas de pause électorale pour l'action syndicale, ont affirmé les organisations de salariés. Partagez-vous cette appréciation?.

**Pouria Amirshahi:** Le rôle de l'UNEF-ID n'est pas d'émettre une opinion sur la décision du président de la République. Mais si elle vise à préparer un tournant libéral, on sortira, s'agissant de l'université, d'une phase de négociation, pour passer à une phase de rapport des forces face à une politique. De toute façon, le devenir de l'université dépendra des étudiants, quel que soit le futur gouvernement. Si la majorité actuelle est reconduite, elle aura à tenir les engagements de François Bayrou. Si la gauche revient au pouvoir, elle devra faire ce qu'elle a dit en matière de mesures budgétaires.

**Marie-Pierre Vieu:** Le choix de dissoudre l'Assemblée découle de celui d'un remodelage de la société, d'un tournant libéral. Pour nous, les questions se posent déjà en termes de rapport des forces. Nous ne changerons pas. C'est pour cela que nous travaillons les convergences avec toutes les forces attachées au développement des connaissances en liaison avec une autre politique de l'emploi. S'il n'est pas dans la tradition de l'UNEF d'entrer dans le débat politique au sens électoral du terme, celui qui s'engage nous interpelle au niveau de la réforme de l'université, des choix budgétaires, du statut étudiant. De plus, dans le prolongement des mobilisations contre la loi Debré ou avec la manifestation de Strasbourg, nous appelons les étudiants à faire reculer le FN aux élections législatives.

A Paris, et dans de nombreuses villes, vos syndicats sont coorganisateur des manifestations du 1er Mai. Pourquoi?

**Marie-Pierre Vieu:** Ce n'est pas une première. Mais en cette année définie par le président de la République comme celle de l'emploi des jeunes, nous avons tenu avec les organisations de salariés, à placer l'emploi au coeur de cette journée. Le sommet de Matignon n'a débouché sur aucune mesure concrète. Nous voulons que les jeunes diplômés soient employés à leur niveau de formation et de qualification, que les départs à la retraite soient remplacés. De plus, nous entrons dans une période où les salariés devront se former durant toute leur vie, ce qui pose en termes nouveaux les rapports entre l'emploi et la formation. Un 1er Mai pour l'emploi, ça nous concerne donc au premier chef. Et puis, on ne fera reculer le FN que si on s'attaque résolument au problème du chômage. Il y a une cohérence dans les objectifs de ce 1er Mai unitaire qui nous convient parfaitement.

**Pouria Amirshahi:** Deux fléaux menacent la société: le chômage et l'extrême droite. Je sors du discours sur la spécificité d'un chômage des jeunes, pour entrer dans celui d'un chômage dont les causes sont structurelles. Et je me pose la question de la mobilisation de la jeunesse face à ces deux fléaux... Avant qu'il ne soit trop tard. Dans ces conditions, avec le 1er Mai et notre congrès, nous sommes engagés dans une nouvelle étape de cette problématique qui pose les questions de l'unité en termes nouveaux. Avec les lois Debré, nos querelles de boutique sont passées au second plan. Il en va de même avec le 1er Mai. Faire de la Fête du travail une journée contre le FN, c'est indispensable, mais c'est un aveu d'échec. Il faut que le mouvement social reprenne l'initiative. De ce point de vue, on note une prise de conscience chez les étudiants, comme en témoigne leur participation à la lutte contre la loi Debré ou à la manifestation de Strasbourg.

Vos organisations se réclament toutes deux de l'héritage de l'UNEF dont vous allez célébrer, les uns et les autres, le quatre-vingt-dixième anniversaire. Comment voyez-vous l'avenir du syndicalisme étudiant?

**Pouria Amirshahi:** La scission est un fait. On ne reconstruira pas la grande UNEF par simple décision de deux appareils. La question qui est posée est celle d'une organisation qui regrouperait de 40% à 45% des étudiants. Plutôt qu'une fusion décidée d'en haut, il faut travailler au quotidien pour se retrouver dans une maison commune à tous les étudiants. Pour cela aussi, 'mieux vaut un pas en avant que mille programmes'.

**Marie-Pierre Vieu:** Il y a aujourd'hui deux millions d'étudiants qui aspirent à réussir leurs études afin qu'elles débouchent sur un emploi correspondant à leur formation. Il nous faut donc construire un syndicalisme porteur de cette aspiration, utile aux jeunes pour la concrétiser. A l'UNEF, nous pensons à la mise en place de réseaux étudiants dans lesquels se retrouveraient les syndicats, mais aussi de nombreuses associations et organisations locales qui agissent sur des objectifs précis. Des structures souples, dans lesquelles chacun conserverait son identité... Je pense aussi qu'on ne construira un grand syndicalisme étudiant que dans la participation toujours plus active au mouvement social.

**Propos recueillis par**

**CHRISTIAN CARRERE**

02 Mai 97 - POLITIQUE

**Toulouse**

**accueille**

**le 78e Congrès**

**de l'UNEF**

L'HUMA QUOTIDIEN



De notre envoyé.

LE 78e Congrès de l'UNEF (Union nationale des étudiants de France) s'est ouvert hier à Toulouse. Après avoir participé au défilé unitaire du matin, les délégués ont rejoint le grand auditorium de l'université Paul-Sabatier.

Le rapport introductif a été présenté par Marie-Pierre Vieu, présidente du syndicat depuis novembre 1994 et qui abandonnera cette responsabilité au terme du congrès prolongé dimanche après-midi par le banquet qui soufflera les quatre-vingt-dix bougies de l'organisation. Entre-temps, les délégués auront planché sur deux textes: 'analyse et propositions' d'une part, 'orientations de l'UNEF' de l'autre. Ils auront également élu leur nouvelle direction. Entre-temps aussi, c'est l'originalité de cette 78e édition, ils auront consacré la soirée de ce vendredi à un débat sur le thème: 'Mouvement social, luttes et convergences nouvelles'. Bernard Thibault (CGT) et Michel Deschamps (FSU) sont attendus.

Dans son rapport, Marie-Pierre Vieu a souligné le double mouvement qui caractérise, selon elle, le monde étudiant. D'une part, une situation qui se rapproche de celle de l'ensemble de la jeunesse. D'autre part, une diversification croissante de ce monde étudiant lui-même. Elle trouve là source de 'convergences avec les mouvements sociaux' et raisons de réfléchir à la diversité des revendications et des formes d'action. Elle met en garde contre la tendance à qualifier de 'corporatistes' certaines de ces revendications. Elle y voit au contraire des potentialités 'de solidarités nouvelles quand toutes les aspirations sont niées par les choix gouvernementaux'.

Face à ces choix, dont elle estime que la dissolution de l'Assemblée prépare l'aggravation, le rapport propose cinq grandes directions d'action. Il s'agit de 'la bataille sur le terrain budgétaire', de 'l'exigence d'un plan d'urgence pour l'aide sociale', de faire respecter 'notre droit aux études', de défendre 'les étudiants étrangers', d'engager plus résolument le combat 'pour l'emploi des jeunes diplômés'. Ce qui, indique-t-elle, appelle pour l'UNEF 'la volonté d'être plus radicaux', et d'être toujours mieux au service et à l'écoute des étudiants.

**CHRISTIAN CARRERE**



## Salariés et étudiants ensemble à Toulouse

De notre envoyé spécial.

TROIS CENTS jeunes qui rentrent groupés dans un cortège, cela se remarque. Un peu moins quand le défilé compte déjà quelque 12.000 manifestants. En choisissant de tenir sa première séance dans les rues de Toulouse, aux côtés des salariés, le 78e Congrès de l'UNEF ne s'est pourtant pas noyé dans la foule. Dynamique, coloré, groupé derrière sa banderole 'Ensemble contre les projets Bayrou, UNEF tout simplement', il a affirmé sa présence de la voix et du geste.

Principale cible, le ministre de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur. 'Si tu savais, ta réforme, où on se la met... Non à la réforme bidon, oui à son abrogation'. Pas noyé, mais bien dans le courant de la manif. Yacine est étudiant à Paris-VIII. Il est ravi de défiler dans le Sud. Et avec les salariés: 'Parce que...'. C'est la chorale qui finit la phrase: 'Nous voulons de vrais emplois, de vrais salaires, nous ne serons pas les précaires du troisième millénaire.' Ce que, juste derrière, les salariés de JOB ont exprimé à leur façon sur leur calicot: 'Par l'action, nous avons conservé JOB; par la lutte, obtenons le vôtre, avec de véritables rémunérations.' En phase aussi lorsque les étudiants scandent: 'Précarité, petits boulots, voilà (bis) le terrain des fachos', et lorsque la banderole de Ras l'Front affirme qu'il faut 's'attaquer au chômage, pas aux immigrés'. De quoi aider Yacine à retrouver le fil de son raisonnement. 'Tous ensemble, on est plus forts pour se faire entendre. Ce qui n'est pas moins indispensable en période électorale. Il faut, au contraire, en profiter pour parler plus haut. En direction de toutes les forces politiques.'

**CHRISTIAN CARRERE**



## Vifs débats autour de la réforme Bayrou

**Les projets du ministre font l'unanimité contre eux, mais les délégués ne les affrontent pas tous par le même bout.**

De notre envoyé spécial.

'ENSEMBLE contre les projets Bayrou. UNEF tout simplement.' La banderole barre la tribune du congrès. Jeudi matin, elle a sillonné les rues de Toulouse au milieu du défilé du 1er Mai. 'Marie-Pierre Vieu: la réforme Bayrou est dangereuse.' C'est le message essentiel que 'la Dépêche du Midi' a décelé dans l'interview que lui a accordée la présidente sortante. Le quotidien régional en fait son titre.

'Ensemble contre...', sans nul doute. 'Tout simplement', c'est une autre histoire. La discussion de jeudi soir en témoigne. Certains intervenants accusent la direction sortante de ne pas mettre les actes en concordance avec ce discours radical. Dans la ligne de mire, l'abstention du représentant de l'UNEF au CNESER lors de l'avis de l'organisme sur 'l'arrêté général'. Les représentants des syndicats enseignants ont émis le même vote. De là à parler de complicité, il y a un pas que certains franchissent, faisant l'impasse sur le vote hostile émis par l'UNEF sur 'les décrets particuliers'.

Un délégué de Toulouse propose trois motions. La première pour désavouer Christophe Faverjon, l'élu de l'UNEF au CNESER. La deuxième pour exiger 'l'abrogation du traité de Maastricht' dans 'la logique duquel s'inscrit la réforme Bayrou'. La troisième, pour décider 'une grande mobilisation à la rentrée'. Cette dernière proposition semble pouvoir réaliser le consensus. Mais, là non plus, ce n'est pas si simple. Au rejet en bloc, impulsé au sommet par 'une conférence unitaire', beaucoup opposent la construction, fac par fac, de cette mobilisation, dans l'action contre la mise en oeuvre concrète des projets du ministre. 'Si l'UNEF ne part pas des revendications de base des étudiants, on n'avancera pas', déclare un délégué de Clermont-Ferrand.

Dans cette perspective, estime Laurent Frajerman, le projet, tel qu'il est, offre 'des points d'appui'. Le nier serait 'méconnaître les textes' et 'sous-estimer la capacité de résistance des étudiants'. 'Est-ce tabou à l'UNEF, demande-t-il, que de dire que l'on peut gagner sur certaines revendications?' L'un cite 'la grille nationale d'équivalence des diplômes'; l'autre, 'la charte des stages'. 'Ce n'est pas tout à fait ce qui était prévu dans le rapport d'étape présenté par Bayrou à la Sorbonne', estime un troisième. Pour eux, des points d'appui existent pour lever des lièvres. Laurent a évoqué les plus dangereux: 'l'autonomie', 'l'ouverture au patronat des portes de l'université. C'est là qu'il faut se battre', lance-t-il. 'On a raison de dénoncer la refonte des aides sociales, mais le meilleur moyen de donner du sens à cette dénonciation n'est-il pas dans l'exigence d'un plan d'urgence en la matière?' demande une intervenante. Ce raisonnement est décliné sur d'autres objectifs.

**CHRISTIAN CARRERE**



## Le choix d'une UNEF utile aux étudiants

*Le 78e Congrès de l'Union nationale des étudiants de France s'est achevé hier. Une orientation revendicative et une nouvelle présidente.*

De notre envoyé spécial.

L'ACCOUCHEMENT n'a pas été sans douleur. Mais le texte d'orientation adopté par le 78e Congrès de l'UNEF est tonique, revendicatif, combatif, radical même, unitaire et... syndical. Autant de qualificatifs qui devraient couler de source, mais dont les débats ont montré qu'ils n'ont pas toujours la même signification pour tous. Mais l'attachement aux valeurs communes a été le plus fort. Marie-Pierre Vieu, la présidente sortante, a su susciter le réflexe en un moment, c'était dans la nuit de samedi à dimanche, où la délégation toulousaine avait claqué la porte. Parce qu'elle n'avait pas été suivie dans sa proposition de faire de la volonté de 'transformation sociale', la condition d'appartenance à l'UNEF. Tout est rentré, sinon dans l'ordre, ce n'était d'ailleurs pas le but, mais dans la salle pour déboucher sur l'adoption du document par 147 voix contre 107, 11 délégués s'abstenant, 10 ne prenant pas part au vote.

L'autre artisan, sans nul doute involontaire, de ces retrouvailles de raison: le ministre de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. 'Les projets Bayrou' font en effet l'unanimité contre eux, même si les quatre jours de discussions n'ont pas effacé toutes les différences d'appréciation (voir notre édition de samedi) sur la meilleure façon de la combattre. Il a été décidé de le faire sans opposer luttes sur le terrain concret de sa mise en oeuvre et actions de caractère plus global. Ce choix est sans ambiguïté: 147 pour, 57 contre, 12 abstentions, 45 refus de vote. C'est incontestablement l'évolution la plus significative provoquée par la discussion. Même choix quant à l'unité. A la façade de la 'maison commune' proposée par le représentant de l'UNEF-ID venu saluer le congrès, celui-ci a préféré les fondations dans l'action quotidienne. D'où la décision de travailler à 'la création d'un réseau rassemblant toutes les organisations, associations étudiantes ou de jeunesse attachées aux notions de service public, de laïcité et de citoyenneté, sans gommer nos différences, pour mettre en commun nos idées, avancer sur des luttes, localement et nationalement'. A l'issue des travaux, Karine Delpas, étudiante en biologie à Jussieu, a été élue présidente du syndicat.

**CHRISTIAN CARRERE**